

Maitrise d'œuvre de travaux de chauffage aux énergies renouvelables sur deux sites pour la Commune de Bénévent l'Abbaye 23210

## REGLEMENT DE CONSULTATION

DATE ET HEURE LIMITE DE DEPOT DES PLIS (CANDIDATURES ET OFFRES) :

**MERCREDI 3 JUILLET 2019 A 12H00**

MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE  
PASSE EN PROCEDURE ADAPTEE DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE  
Articles L.2120.1, L.2123.1, R.2123-1 et R.2123-4

- ❖ Maître d'ouvrage : Commune de Bénévent l'Abbaye 23430
- ❖ Assistant Maître d'ouvrage & délégué : SDEC.

*Réf dossier : moe\_2p-bbaye\_0619*

SDEC

Programme EnR

11, av. Pierre Mendès-France BP165  
23004 GUERET Cedex

Contact : Yaya MBALLO

Tel : 05 55 81 53 17 Fax : 05 55 52 01 67 Mobile : 06 30 70 68 91 E. mail : [y.mballo@sde23.fr](mailto:y.mballo@sde23.fr)

## I. ORGANISME ADJUDICATEUR

### 1. Catégorie

Syndicat Mixte Intercommunal

### 2. Nom et adresse officielle

Syndicat Départemental des Energies de la Creuse - SDEC  
11, avenue Pierre Mendès-France 23004 Guéret

### 3. Personne habilitée à représenter le pouvoir adjudicateur pour souscrire un marché

Le Président du SDEC, Monsieur André MAVIGNER, dûment autorisé par délibération en date du 22 mai 2014.

## II. OBJET DU MARCHÉ

### a. Objet du marché

Dans le cadre d'un partenariat entre la commune de Bénévent l'Abbaye et le SDEC, le Syndicat sélectionne une équipe de maîtrise d'œuvre pour dans le cadre deux projets relatifs à des travaux de chauffage de bâtiments publics :

- 1) une chaufferie avec pompe à chaleur géothermique pour les besoins de chauffage de deux corps de bâtiments (lot1) reliés par un réseau de chaleur.
- 2) une chaufferie aux granulés de bois pour les besoins de chauffage d'un corps de bâtiments (lot2).

Les caractéristiques techniques de chaque projet sont indiquées dans les rapports d'études de faisabilité propre à chaque thématique. Les deux installations sont à réaliser pour le compte de la commune de Bénévent l'Abbaye, maître d'ouvrage.

Dans le cadre de ce projet, la commune a signé avec le SDEC une **convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage, avec délégation de la maîtrise d'œuvre au Syndicat**. Le SDEC agit, par conséquent, au nom de la commune, en qualité de maître d'ouvrage délégué.

### b. Type de procédure

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée conformément aux articles L.2120.1, L.2123.1, R.2123-1 et R.2123-4 du code de la commande publique. Il s'agit d'un marché de maîtrise d'œuvre dont le lieu d'exécution est la commune de Bénévent l'Abbaye ; les deux projets sont situés sur deux sites distincts, dans le bourg : au niveau de la mairie et au niveau des écoles.

### c. Nature et forme juridique du prestataire

Le prestataire est une équipe de maîtrise d'œuvre comprenant, à minima, architecte et un thermicien dont les prestations ne peuvent, en aucun cas, faire l'objet de sous-traitance dans le cadre de l'exécution du présent marché.

### d. Obligation du titulaire

Le titulaire est réputé, avant la remise des offres, avoir pris connaissance de tous les documents de la consultation. A défaut de remarques, d'observations, de contestations écrites de sa part, avant la remise des offres, il est réputé avoir accepté les documents de la consultation dans leur intégralité.

### e. Cotraitants

#### ✓ **Groupement**

Le groupement peut être solidaire ou conjoint. Il est conjoint lorsque chacun des prestataires, membre du groupement, n'est engagé que pour la partie du marché qu'il exécute. Il est solidaire lorsque chacun des prestataires est engagé pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires. La nature du groupement est précisée à l'acte d'engagement. Le SDEC impose aux prestataires, après attribution du marché, la forme du groupement solidaire.

#### ✓ **Le mandataire**

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné à l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis à vis de la collectivité et coordonne les prestations des membres du groupement. En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement précise si le mandataire est conjoint ou solidaire de chacun des membres.

### III. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Conformément à l'article L.2132-2 du code de la commande publique, la procédure est entièrement dématérialisée.

Les plis sont transmis électroniquement sur le site dont l'adresse internet est : <https://www.klekoon.com/>

Les candidatures et les offres doivent être transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature de la personne habilitée à engager l'entreprise dans les conditions prévues aux articles 1326 à 1316-4 du code civil.

Les candidatures et les offres doivent parvenir à destination avant la date limite de remise des candidatures et des offres. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ou qui contiendraient un virus ne seront pas ouverts. Ils sont déclarés non retenus. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le candidat DOIT signer son offre (Acte d'engagement) dès le dépôt. La signature devra être conforme à l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique.

#### **Copie de sauvegarde :**

Conformément à l'article R2132-11 du code de la commande publique, les candidats peuvent effectuer à la fois une transmission électronique et, pour éviter tout problème, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (clé USB, ...) ou sur support papier. Cette copie de sauvegarde doit être transmise dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres. Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention : « copie de sauvegarde ». La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

- 1) Si un programme informatique malveillant est détecté dans les offres. La trace de cette malveillance est conservée ;
- 2) Lorsqu'une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pas pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.

Si le pli n'est pas ouvert, il est détruit à l'issue de la procédure.

Les candidats peuvent consulter le guide de la dématérialisation des marchés publics rédigé à leur attention :

[https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions\\_services/daj/marches\\_publics/dematerialisation/20180601\\_Guide-MP-dematerialisation-2018-OE.pdf](https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/dematerialisation/20180601_Guide-MP-dematerialisation-2018-OE.pdf)

#### **a. Langues autorisées**

Les candidatures et les offres sont impérativement rédigées en langue française.

#### **b. Unité monétaire**

L'unité monétaire choisie est l'euro.

#### **c. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt (120) jours à compter de la date limite de remise des offres.

#### **d. Modalités de financement et de paiement**

Le règlement est effectué par virement administratif dans un délai global de paiement de 30 jours conformément à l'article la loi 2013-100 du 28/01/2013 titre IV et de son décret d'application. Cependant, toutes les conditions nécessaires doivent être remplies par le prestataire (remise de livrables ou constat de service fait).

#### **e. Candidature**

Afin de satisfaire aux exigences du Code de la Commande Publique, chaque candidat produit un dossier de candidature complet comprenant les pièces mentionnées ci-dessous, datées et signées. Les candidats

pourront, pour satisfaire aux conditions de participation, compléter les modèles DC4, DC5, DC7, DC6 proposés par la Direction des Affaires Juridiques du Ministère de l'Economie et des Finances ([www.minefe.gouv.fr](http://www.minefe.gouv.fr)). Ils n'y sont pas tenus.

**i. Situation juridique - références requises**

1. copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
2. déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas concernant les interdictions de soumissionner (le candidat peut utiliser l'imprimé DC5) ;
3. le document relatif aux pouvoirs à la personne habilitée à engager le candidat.

**ii. Capacité économique et financière - références requises**

1. La déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (le candidat peut utiliser l'imprimé DC5).

**iii. Référence professionnelle et capacité technique - références requises**

1. Fourniture d'une étude de faisabilité de chaufferie bois avec réseau de chaleur réalisée dans le cadre d'un contexte similaire par le bureau d'étude fluide associé ;
2. **Pour le bureau d'étude thermique, fourniture de la qualification « RGE » (Reconnu Garant de l'Environnement) en cours de validité à la date limite de réception dépôt des offres ;**
3. Fourniture d'un avant-projet définitif (APD) réalisé dans le cadre d'une mission similaire, idéalement en rapport avec la mise en place d'une chaufferie bois avec réseau de chaleur ;
4. La présentation d'une liste des principales prestations de même nature, exécutées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ;
5. Si le candidat s'appuie sur d'autres partenaires pour présenter sa candidature : production, pour chacun de ses partenaires, des mêmes documents qui sont exigés du candidat pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières et production d'un engagement écrit de chacun de ces derniers justifiant que le candidat dispose de leurs capacités pour l'exécution du marché (DC4).

**f. Offre**

L'offre est présentée de la manière suivante :

1. L'acte d'engagement (et ses annexes) dûment complété et signé ;
2. le mémoire technique qui comprend, entre autres éléments :
  - ✓ la démarche envisagée ;
  - ✓ la description chronologique explicite de chaque étape de la prestation ;
  - ✓ la qualification des membres de l'équipe mobilisée pour le marché ;
  - ✓ toute autre information utile à la compréhension de l'offre ou demandée, par ailleurs, dans le CCAP ;
3. **la décomposition du taux forfaitaire suivant chacun des éléments de la mission pour ce qui est de la tranche conditionnelle (maitrise d'œuvre) :** tout élément de mission dont le taux de rémunération n'est pas indiqué explicitement entraînera le non classement de l'offre ; aucune demande de précision ne sera adressée au candidat à ce sujet ;
4. **la précision du temps ou délai imparti pour chacun des éléments de la mission :** tout élément de mission dont le temps imparti n'est pas explicitement indiqué entraînera le non classement de l'offre ; aucune demande de précision ne sera adressée au candidat à ce sujet ;
5. le planning indicatif d'exécution ;
6. le délai d'exécution de chaque élément de la mission, tranche ferme et tranche conditionnelle.

**IV. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

**a. Sélection des candidatures**

Le Pouvoir Adjudicateur ouvre et enregistre les pièces de la candidature contenues dans les plis parvenus dans les délais requis. Au vu des renseignements relatifs aux candidatures et après mise en œuvre des dispositions du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur, représenté par le Président, procède à l'analyse des offres techniques.

**b. Jugement des offres**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2152-6 ET R2152-7 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres. Pour choisir l'offre économiquement la plus avantageuse, le Pouvoir Adjudicateur tient compte des critères suivants :

1. Valeur technique de l'offre (40%) ;
2. Temps global en heures consacrées à la mission : 15% ;
3. Prix global de la prestation : 30% ;
4. Délai Global de la prestation : 15%

L'offre la mieux classée est retenue sous réserve des points ci-après (s'il ne les a pas déjà fournies dans le premier pli, l'attributaire du marché devra produire) :

- ✓ les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail ;
- ✓ les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (Formulaire DC 7 ou Imprimé 3666 volet 2 et certificats sociaux URSSAF et selon les cas, MSA - Vieillesse - Congés payés) ;
- ✓ la déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- ✓ la pièce mentionnée aux articles D.8254-2 à -5 du code du travail, liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L5221.2, 3 et 11 du code du travail.

Le candidat retenu disposera d'un délai de **15 jour calendaire**, à compter de la réception par lui du courrier de l'administration, pour produire ces documents. A défaut, son offre est rejetée et le pouvoir adjudicateur présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

*NOTA : tout candidat attributaire d'un marché ayant fourni des renseignements inexacts le concernant encourt la résiliation, à ses torts, du marché.*

#### **c. Modalités d'évaluation des critères**

➔ Voir document annexe.

La note totale de l'offre est la somme des notes obtenues par l'offre pour l'ensemble des critères. L'offre la mieux disante est celle qui a obtenu le plus grand nombre de points, après pondération des notes.

#### **d. Négociation**

Elle pourra faire l'objet, le cas échéant, d'échanges d'écrits ou d'entretiens oraux dans le respect des principes généraux de la commande publique. Toutefois, conformément à l'article R2123-5, le SDEC se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

La négociation se fera avec les candidats classés 1,2 et 3ème à l'issue de la notation des offres initiales. La négociation pourra faire l'objet de plusieurs phases. A l'issue des négociations, les candidats seront invités à remettre une nouvelle offre composée d'un acte d'engagement et d'un mémoire technique remplaçant l'offre initiale, dans un délai identique pour tous.

Le SDEC mettra fin à la négociation dès lors que les offres seront déclarées définitives. Dès lors, les offres définitives seront analysées et classées selon les mêmes critères que ceux mentionnés ci-dessus et selon des modalités identiques. Le SDEC choisira l'offre économiquement la plus avantageuse.

### **V. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION, RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

#### **a. Contenu du dossier**

Ce dossier de consultation contient :

1. Le présent règlement de la consultation ;
2. Le cadre de l'acte d'engagement (AE) ;
3. L'étude de faisabilité réalisée par AD3E ;
4. Le cahier des clauses administratives particulières et ses annexes ;
5. Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de prestation intellectuelle (CCAG-PI) ;
6. Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) ;
7. Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux.

#### **b. Retrait du dossier de consultation**

En application de l'article R2132-2, les documents de la consultation sont gratuitement mis à disposition des opérateurs économiques à compter de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence sur le profil d'acheteur de la collectivité à l'adresse suivante : <https://www.klecoon.com/>. Les soumissionnaires ont la possibilité de retirer les DCE, soit en s'identifiant, soit de façon anonyme conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009.

L'identification lors du retrait d'un DCE est indispensable si les candidats souhaitent être tenus informés des modifications relatives à ce dossier ainsi que des éventuels avis rectificatifs ou déclarations sans suite.

#### **c. Modification du dossier de consultation**

Le SDEC se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces

modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

**d. Renseignements complémentaires**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur avant le 21 juin 2019, 12h00

Guéret, le 11 juin 2019

André MAVIGNER

Date signature du candidat  
(avec la mention « Lu et approuvé »)

Président du SDEC

**Document annexe :**

- ✓ Tableau d'analyse des critères à compléter obligatoirement par le candidat (partie consacrée au temps passé pour chaque élément de mission).